



Marché n°201705SORBONNE

**Fourniture et installation de nouveaux systèmes
d'extraction des laboratoires de chimie
de SIGMA Clermont**

MARCHE DE FOURNITURES

POUVOIR ADJUDICATEUR

SIGMA Clermont

CS 20 265 Campus des Cézeaux
63178 Aubière Cedex

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure limites de réception des offres

Le mardi 2 mai 2017 à 12 Heures

SOMMAIRE

ARTICLE 1	– OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2	– ORGANISATION DE LA CONSULTATION	3
2.1	Définition de la procédure.....	3
2.2	Lieux d'exécution.....	3
2.3	Nomenclatures	3
2.4	Organisation de la maîtrise d'ouvrage publique	3
2.5	Conditions de participation des concurrents	4
2.6	Durée du marché	4
2.7	Variantes-lots.....	4
2.8	Délai de validité des offres	4
2.9	Mode de règlement du marché et modalités de financement	4
2.10	Conditions particulières d'exécution.....	4
2.11	Modifications de détail au dossier de consultation	4
2.12	Réponse aux questions posées par les candidats.....	5
ARTICLE 3	– CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 4	– RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 5	– PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
5.1	Pièces de la candidature.....	6
5.2	Pièces de l'offre	6
ARTICLE 6	– EXAMEN DES OFFRES.....	7
ARTICLE 7	– CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	8
ARTICLE 8	– RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
8.1	Renseignements techniques et administratifs	Erreur ! Signet non défini.
8.2	Voies et délais de recours.....	11

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

SIGMA Clermont veut améliorer les conditions de ventilation des paillasse de laboratoires ainsi que les systèmes d'extraction sur plusieurs Sorbonnes à des fins de respect des normes de sécurité et du confort des utilisateurs de produits chimiques dans les bâtiments de chimie. Le présent marché a pour objet le remplacement des équipements dans certains locaux dédiés à cet effet ainsi que l'installation d'un bras articulé dans les laboratoires du site Chimie CS 20 265, Campus des Cézeaux à Aubière.

ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée en **procédure adaptée** en application l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Elle est composée d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

2.2 Lieux d'exécution

SIGMA Clermont
Site chimie Bâtiment
20 avenue Blaise Pascal
Campus des Cézeaux CS 20265 63178 AUBIERE Cedex

Contacts : Monsieur Gabin Belin - Monsieur Christian CHASTAING (04.73.28.81.02)

2.3 Nomenclatures

Les classifications conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) et à la nomenclature NACRES sont :

Classification CPV	Classification NACRES
Hottes de ventilation ou de recyclage (39714000-0)	Enceintes de confinement des substances dangereuses et consomm. Associés (HA.22)

2.4 Organisation de la maîtrise d'ouvrage publique

Pour l'exécution du marché, SIGMA Clermont, maître d'ouvrage, est représentée par sa Directrice, Madame Sophie Commereuc.

Le maître d'ouvrage désigne le responsable du Patrimoine habilité à le représenter auprès du maître d'oeuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'oeuvre dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le maître d'ouvrage.

2.5 Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Il est cependant interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les dispositions relatives à la cotraitance et à la sous-traitance sont renseignées aux articles 3.1 et 3.2 du Cahier des Clauses Particulières.

2.6 Durée du marché

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution qui est fixé à 3 mois (impérativement avant le 7 juillet 2017).

A titre indicatif, la date de notification du présent marché est fixée au 29 mai 2017.

2.7 Variantes-lots

Les variantes sont acceptées.

Ce marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 30 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.9 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Les modalités de paiement sont renseignées à l'article 7 du Cahier des Clauses Particulières.

2.10 Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles 13 et 14 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

2.11 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché. Le maître d'ouvrage informera alors tous les candidats dans les conditions respectueuses du principe d'égalité de traitement des

candidats, c'est-à-dire via son profil acheteur (<https://www.marches-publics.gouv.fr>). Par conséquent, il est vivement conseillé à tout candidat soumissionnaire de s'identifier lors du téléchargement (acte gratuit) du présent règlement de la consultation et du dossier de consultation, afin d'être destinataire de toute modification ou information que le maître d'ouvrage jugerait nécessaires de diffuser.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.12 Réponse aux questions posées par les candidats

Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les candidats pourront transmettre par écrit leurs questions éventuelles, avant le 19 avril 2017, via la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une réponse leur sera transmise au plus tard, avant le 21 avril 2017. Il ne sera répondu à aucune question réceptionnée après cette date, ni à aucune question orale ou envoyée par mail.

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.),
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes décrites à l'article 5.2 ci-dessous,
- Le Bordereau de Prix Unitaire (BPU), annexe à l'Acte d'Engagement
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.).

ARTICLE 4 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur du maître d'ouvrage à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

ARTICLE 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats auront à produire, dans une seule grande enveloppe cachetée, les pièces définies ci-dessous, datées et signées.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

5.1 Pièces de la candidature

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra être à jour des obligations découlant des articles 48 et 49 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et devra produire :

- Formulaire *Cerfa DC1* signé ;
- Formulaire *Cerfa DC2* signé ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 48 1° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (si le candidat n'utilise pas le formulaire *Cerfa DC1*) ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail ;
- Documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager la société candidate (pouvoir ou attestation sur l'honneur) ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (si le candidat n'utilise pas le formulaire *Cerfa DC2*) ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune **des trois dernières années** ;
- Liste des principaux services effectués au cours **des cinq dernières années**, indiquant le montant, la date et le maître d'ouvrage public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du maître d'ouvrage ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des personnes physiques désignées conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Acte d'engagement ;
- Attestation d'assurance : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant ce ou ces opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit par l' ou les opérateur(s) économique(s).

5.2 Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- **L'Acte d'Engagement** : à compléter, à dater, à parapher sur chaque page et à signer. Ce contrat sera accompagné éventuellement en annexe par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement, désignés au marché ;
- **Le Bordereau de Prix (BPU)**, annexe 1 de l'acte d'engagement ;
- **Le matériel fourni devra être accompagné :**
 - D'une documentation technique, si possible en langue française ou à défaut en langue anglaise, comprenant :
 - les spécificités techniques des divers éléments des différents systèmes,
 - les instructions d'installation et de configuration,

¹ Il est conseillé aux candidats d'utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Les candidats ne souhaitant pas utiliser les formulaires DC1 et DC2 devront fournir dans leur dossier toutes les informations et attestations prévues dans ces formulaires.

- un manuel d'utilisation, d'entretien et d'interprétation des erreurs.

Le candidat devra également préciser la désignation du ou des intervenant(s), (nombre et qualification du ou des personnel(s) prévu(s)).

Par ailleurs, ce document comprendra toutes justifications et observations que le candidat juge utiles pour une bonne évaluation des capacités de l'entreprise à gérer ce projet.

ARTICLE 6 – EXAMEN DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Lors de l'ouverture et après demande éventuelle de compléter les pièces fournies, conformément aux dispositions de l'article 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ne seront pas admises :

- les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles 48 et 49 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- les candidatures qui ne présenteront pas les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes au regard de la prestation à réaliser.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- les garanties et les capacités techniques et financières,
- les capacités professionnelles.

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères suivants :

Critères d'attribution	
Conformité du matériel avec la réglementation en vigueur (EN-14470-1).....	20 %
Qualité du matériel proposé et de sa correspondance avec les performances spécifiées et les caractéristiques décrites (articles 3 et 4 du CCP).....	20 %
SAV proposé	20 %
Prix des appareils	40 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, le candidat sera invité à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier certains points de l'offre des candidats.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres peuvent être adressées par voie postale, remises en main propre à l’accueil de SIGMA Clermont ou transmises par voie électronique.

Le choix du mode de transmission est toutefois exclusif et irréversible. Le double envoi par un candidat d'un dossier sur support papier et par voie électronique entraîne le rejet de sa proposition.

Le retrait du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des candidatures et des offres par voie électronique.

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

<p style="text-align: center;">Offre pour : Marché n° 201705SORBONNE Fourniture et installation de nouveaux systèmes d’extraction des laboratoires de chimie de SIGMA Clermont NE PAS OUVRIR</p>

Ce pli devra être remis contre récépissé à l’accueil de SIGMA Clermont (voir adresse ci-dessous, horaire d’ouverture : 8h00 - 12h30 / 13h30 - 17h00), fermeture de l’établissement du 24 au 28 avril 201ou, s’il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l’heure limite de réception des offres indiqués sur la page de garde du présent document et ce, à l’adresse suivante :

SIGMA Clermont
Service des Affaires Financières - Bâtiment SPA 3ème étage
27 rue Roche Genès
Campus des Cézeaux - CS 20265
63178 AUBIERE CEDEX

Le pli qui serait remis ou dont l’avis de réception serait délivré après la date et l’heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu. Ils seront renvoyés à leurs auteurs sans être ouverts.

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les Pièces de la candidature et les pièces de l’offre dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) est autorisée en complément du support papier.

Remarque :

Les candidats qui opteront pour l'envoi des plis sous forme dématérialisée devront appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Les dossiers de candidature devront impérativement être réceptionnés dans leur totalité sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure limites de transmission des offres fixées par le présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature correspondra au dernier octet reçu. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine et d'un accusé de réception électronique. Le maître de l'ouvrage, par l'intermédiaire de son prestataire, s'engage à assurer la sécurité des transactions sur le réseau informatique, à assurer la confidentialité relative aux candidatures et à assurer un horodatage certain. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GTM+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier, en conséquence la signature électronique est requise pour chaque document dont le règlement de la consultation ou la réglementation exige la signature originale. Il est par ailleurs précisé qu'un zip signé ne vaut pas la signature du document figurant dans le zip. En conséquence, la seule signature du dossier zip entraînera son irrecevabilité.

Ces fichiers doivent être préalablement traités par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour, tout fichier contenant un virus entraînera son irrecevabilité.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous plis scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ».

Elle pourra être ouverte en cas de :

- de dossier transmis par voie dématérialisée et dans lequel un programme informatique malveillant est détecté. La trace de la malveillance du programme sera alors conservée.
- de dossier transmis par voie dématérialisée, non parvenu dans les délais de dépôt, ou n'ayant pas pu être ouvert.

Il est alors procédé à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans le délai de dépôt des candidatures mentionné en page de garde du présent document. Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits, conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Formats électroniques acceptés par le pouvoir adjudicateur :

Les documents doivent être transmis dans les formats suivants :

- doc (Word jusqu'à la version 2010)
- .xls (Excel jusqu'à la version 2010)
- .pdf (sauf pour les actes d'engagements)
- .zip (pour la compression des fichiers)

Signature électronique :

Les documents engageant le candidat, transmis par voie électronique sont signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique qui permet d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager la société candidate, selon les exigences prévues aux articles 1316 à 1316-4 du code civil. Les candidats doivent signer individuellement et électroniquement chacun des documents qui les engagent. Il est précisé qu'un document signé scanné n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le candidat doit impérativement posséder des certificats de signature électronique au moins conforme au niveau de sécurité 2 du RGS ou garantissant un niveau de sécurité équivalent. Les candidats qui utiliseront un certificat de signature électronique non référencé sur une liste de confiance devront impérativement fournir, à l'appui de leur candidature, les éléments nécessaires à la vérification de sa conformité avec le RGS, en plus des éléments nécessaires à la vérification de la validité de la signature elle-même. Pour obtenir plus de précisions, les candidats sont invités à prendre connaissance de l'arrêté précité ainsi que de la fiche éditée par la direction des affaires juridiques intitulée « L'arrêté du 15/06/2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics – mode d'emploi ». Pour les candidats qui utilisent les certificats dits « PRIS V1 », ces derniers sont informés que ces certificats peuvent être encore utilisés jusqu'au 18 mai 2013, date à laquelle ils disparaîtront. La liste des catégories de certificats est disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Les formats de signature électronique acceptés par le profil d'acheteur du maître de l'ouvrage sont les suivants : XAdES, PAdES et CAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Après l'ouverture des plis, les offres des candidats seront rematérialisées.

Les marchés qui seront conclus à l'issue de la procédure donneront lieu à une signature manuscrite sur un document papier, quel que soit le mode de transmission de l'offre (papier ou par voie électronique) qu'aura choisie le candidat.

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 Renseignements techniques et administratifs :

❖ Pour les renseignements d'ordre administratif :

SIGMA Clermont

Madame Laëtitia MARTINET

Tél : 04.73.28.80.08

Courriel : laetitia.martinet@sigma-clermont.fr

❖ Pour les renseignements d'ordre technique :

SIGMA Clermont

Monsieur Christian CHASTAING ou Monsieur Gabin BELIN

Tél : 04.73.28.81.02

Courriel : christian.chastaing@sigma-clermont.fr

8.2 Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif

6 cours Sablon

CF 90129

63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Téléphone : 04 73 14 61 00 / Télécopie : 04 73 14 61 22

Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.